

**Ghassan Salamé**

**Le Liban en danger de paix ?**

**Conférence publique à l'occasion du 125ème anniversaire de l'Université  
Saint Joseph**

**Beyrouth, le jeudi 6 avril 2000**

C'est avec une grande émotion, que je participe aujourd'hui à cette rencontre. De 1969 à 1973, j'avais été un étudiant de cette université, usant mes pantalons sur ces mêmes sièges où vous êtes assis. Les temps étaient déjà lourds de menaces et on pouvait d'autant mieux les sentir quand on faisait partie du petit groupe d'étudiants qui ne partageaient pas tout à fait les idées alors dominantes sur ces lieux. Les temps étaient autrement difficiles quand j'y revins, cinq ans plus tard, l'USJ m'ayant fait l'honneur de me compter parmi ses professeurs pendant sept années de guerre et de sang. La dureté des combats nous obligeait parfois à aller dispenser nos cours loin d'Huvelin pris pour cible par les francs-tireurs, une année dans une école de religieuses sur le littoral du Matn, une autre dans le sous-sol d'une école arménienne de Hazmieh où je tentais péniblement d'expliquer la guerre des Malouines à des étudiants dont les narines étaient irritées par les odeurs qui émanaient de la cuisine voisine et dont l'esprit était préoccupé par le choix du trajet le moins dangereux pour rentrer chez eux. Années de peur et d'angoisse, années de ténacité et de courage dont le souvenir vivace rend encore plus émouvantes les retrouvailles avec une *alma mater* qui fête cette année son premier siècle et quart d'existence au service de la formation des individus, de la culture de la société et de l'épanouissement du pays. L'USJ n'a pas seulement survécu à un océan de dangers, ce qui eut été en soi une grande réalisation. Elle a aussi cherché à ce que le souci de survivre ne se réalise pas au détriment de celui d'exceller, qui fut sa marque dès les origines et qui, je l'espère, le restera pour les nouvelles générations qui viennent y parfaire leur formation.

Les temps, en ce jour où l'on se retrouve, redeviennent pleins de menaces autant que d'opportunités. Le titre de notre débat aurait aussi bien pu être « le Liban en danger de guerre » qu'en « danger de paix ». Redouter la guerre est légitime surtout pour une société qui en a si goulûment goûté les délices. Mais faut-il craindre tout également la paix ? Ou devrions-nous nous résigner à souhaiter le maintien du *statu quo*, de ni paix ni guerre, parce qu'il ne nous obligerait pas à choisir dans la troublante confusion de nos penchants et parce qu'il laisserait toutes les options ouvertes devant nos esprits incertains ? Le sentiment d'impuissance touche à son paroxysme, lorsqu'ayant déjà

démissionné de notre ambition d'influer sur le cours des événements qui nous affectent, nous atteignons un niveau ultime de désespoir en ne devinant même plus ce que nous devons souhaiter pour nous-mêmes. L'explicitation, dans les mutations en cours, de ce qui est vraisemblable, de ce qui est probable et de ce qui est souhaitable constitue ce dont nous aurons à débattre, ce pour quoi je remercie les dirigeants de mon université d'origine autant que celui qui, sans ironie, est l'ami de trente ans et qui anime cette série de débats. Je vous remercie aussi de votre présence et je vous proposerais, pour initier notre débat, ces quelques réflexions liminaires sur la souveraineté d'abord, sur le processus de paix ensuite et, enfin, sur les moyens de rétablir la première sans être victimes du second.

## 1

La crainte pour le Liban semble d'abord trouver sa source dans le lien originel entre l'existence de l'entité et la fonction qu'elle remplit ; comme si la légitimité du Liban en et pour lui-même ne pouvait lui suffire, un déficit que les souverainistes ont toujours récusé en répétant que les Etats doivent pouvoir exister en toute légitimité, abstraction faite du régime politique, social et culturel qui les régit et de la fonction spécifique qui pourrait leur être octroyée. Mais ces souverainistes n'ont jamais vraiment réussi à s'imposer et la légitimation du pays reste liée à une -ou à des- fonctions qu'il est censé remplir pour mériter d'exister. C'est bien cela le sens implicite de l'expression si souvent placée dans la bouche des autres et qui dit : « si le Liban n'existait déjà, il eût fallu le créer », et qui indique notre besoin permanent de faire reconnaître l'utilité de notre pays pour le doter de légitimité.

Un dilemme est induit par cette pressante soif de reconnaissance : si le Liban existe d'abord par le rôle qu'il est censé remplir dans son environnement régional, son existence est remise en cause à chaque fois que cet environnement connaît une mutation profonde, comme c'est apparemment le cas aujourd'hui. Le monde change autour de ce petit pays et ce changement semble devoir s'accélérer dans les mois sinon les semaines qui viennent avec l'évolution en cours du conflit israélo-arabe, l'émancipation prévisible du Liban Sud du rôle contraint qui a été le sien depuis la défaite arabe de 1967 et le passage de relais à une nouvelle génération de dirigeants dans plusieurs pays de la région. « Lorsque les puissances sont en mutation ; protège ta tête » dit notre bon diction populaire. Mais de quoi et contre qui ?

## 2

Pour le Liban, la contestation même de son existence a constitué un défi existentiel qui a accompagné l'installation, la consolidation et l'épanouissement de l'entité avant d'alimenter sa crise. Toutes sortes de voix se sont élevées pour le délégitimer, le présentant tantôt comme une province d'une mère-patrie mythique syrienne ou arabe dont il aurait été séparé par une main étrangère, tantôt comme un habit trop large et trop hétérogène pour une communauté particulière qui, après avoir été territorialement bien gourmande au moment où les frontières du pays étaient dessinées, a par la suite, au vu du renversement de l'équilibre démographique à ses dépens, entendu renier ce qui avait pourtant été largement sa propre réalisation.

Les Libanais ont répondu à cette remise en cause par la construction d'une histoire et d'une identité, à l'exemple de tous les constructeurs d'Etat de par le monde, réinventant des traditions historiquement douteuses pour les besoins de la cause, produisant du mythe en le déguisant en certitudes. Mais leur discours est resté creux, peu crédible quand ils firent référence au précédent phénicien, ambigu quand ils parlèrent de l'émirat ma'nide, contradictoire dans la projection du petit Liban de leur mémoire sur le Grand Liban de leur réalité. On sait aujourd'hui que ce sont les nationalistes qui inventent les nations et, dans cet effort sisyphien, les Libanais n'ont pas su être les plus efficaces. Il est grand temps de suivre une minorité moins conformiste, que n'aurait pas renié un Lammens, qui comprit que ce n'est pas un souverainisme légaliste à défaut d'être vécu, qui était la meilleure réponse à ces grandiloquentes remises en cause de l'entité toujours teintées de calculs politiques immédiats, mais un discours qui fonde l'entité sur trois données plus générales :

*La première* c'est que le Liban a profité du large mouvement de prolifération des Etats au vingtième siècle et qui s'est déroulée en trois étapes successives d'abord avec la décomposition des grands empires ottoman et austro-hongrois au lendemain du Premier conflit mondial, ensuite avec le large mouvement de décolonisation qui marqua les lendemains du Second et, enfin, avec l'implosion des grandes fédérations multiethniques au lendemain de la guerre froide telles l'URSS ou la Yougoslavie. Le Liban eut le bonheur de naître de la première de ces vagues, mais celles qui suivirent confortèrent son existence en démontrant que si le dix-neuvième avait été un siècle pendant lequel les Etats avaient tendance à disparaître du fait des mouvements unitaires en Europe autant que de l'expansion coloniale, le vingtième a été, lui, marqué par une nette préférence universelle, pour des entités politiques plus petites et plus nombreuses, qui avoisinent à présent les deux cents membres de l'ONU. En prenant acte de quelques exceptions de réunification en Allemagne, au Vietnam, au Yémen et bientôt sans doute en Corée, et à moins d'un renversement de vapeur, tout indique que ce mouvement vers l'émancipation

de petites entités ira en s'accroissant, accéléré plutôt que freiné par le processus de mondialisation, tant il est établi que la globalisation de l'économie, de la finance et de l'information, qui s'est incroyablement accélérée ces vingt dernières années, est porteuse d'une quête plus intense d'émancipation politique et d'autonomisation identitaire. Le dilemme existentiel des Libanais, dont je reconnais l'acuité présente, est donc loin de leur être propre : partout dans le monde, la souveraineté qui, au long du vingtième siècle, s'était déclinée sur le mode de l'émancipation par rapport à quelque puissance lointaine, s'affirme désormais face à des voisins indéliçats, des mouvements expansionnistes, des majorités non respectueuses des droits des minorités. L'émancipation politique qui avait jusqu'ici désigné les puissances mondiales comme adversaires, les sollicite à présent pour rétablir des équilibres intérieurs et régionaux menacés.

*La seconde* c'est que « la nature artificielle » qui a servi à stigmatiser le Liban est aussi vérifiable pour la grande majorité des Etats nés au vingtième siècle et notamment pour les Etats arabes contemporains tels l'Irak ou le Koweït, la Syrie ou la Palestine sans parler de l'artifice par excellence qu'est l'Etat d'Israël. L'artifice marque la naissance des Etats modernes quelle que soit leur dimension, grands ou petits et quel que soit leur comportement, expansionnistes ou défensifs. L'artifice n'est qu'une manière de dire que les Etats sont le résultat de la volonté des hommes. Mais les réalisations humaines sont aussi naturelles que ceux qui les établissent. Et si on devait interroger l'histoire des trois ou quatre derniers siècles, on y trouverait des tendances lourdes, potentiellement porteuses d'une entité libanaise, bien mieux cristallisées que la plupart de celles qui fondent nombre d'Etats contemporains.

*La troisième* donnée c'est que la légitimité d'une entité souveraine découle aussi, comme certains pionniers l'avaient deviné, de sa fonction. Mais cette fonction, il faut la définir et en permanence l'adapter et ne jamais craindre de la voir se transformer voire se métamorphoser. Le processus de réinvention de cette fonction dans cette phase délicate de l'histoire régionale devrait sans doute être inspirée par quelques règles de bon sens :

- Comprendre d'abord qu'affronter la globalisation ne saurait se faire que d'une manière globale : le recroquevillement sur une identité menacée est la recette idéale pour la marginalisation, voire la disparition. On ne combat les effets pervers de la mondialisation qu'avec des instruments eux-mêmes mondialisés et l'avenir du Liban sera donc mieux assuré par son engagement enthousiaste dans la transformation en cours du système global où, grâce à de nombreux atouts induits de sa culture, de son régime

économique et social, de son ouverture, de sa diaspora, le Liban a plusieurs bornes d'avance sur nombre de ses voisins.

- Assumer ensuite notre appartenance arabe non comme une malédiction mais comme une immense opportunité. Laissez un parisien d'adoption dire ici , et en Français, que la seule poésie qui l'émeuve vraiment est celle de l'Irakien Badr Chaker al Sayyab, du Palestisnien Mahmoud Darwich ou du Soudanais Mohammed al Faytouri. Il avoue qu'il s'enivre à la musique de Riad al Sinbati, Sayyid Darwich et Assi al Rahbani. Qu'au Caire, à Fès ou à San'a , il se sent largement chez lui et qu'il pense souvent aux milliers d'enfants irakiens que tuent les sanctions imposées à leur pays. Alors oui ; je n'ai pas d'états d'âme sur mon arabité que je suis loin de considérer comme une contrainte subie, tant je la pense et la vis comme une dimension structurelle de ma culture et une base non négligeable de mes affinités et de mes solidarités.

Mais il y a, à cette reconnaissance une contrepartie de taille, c'est que je ne sens aucun besoin que d'autres viennent me donner des leçons en arabisme ou veuillent m'arabiser de force et à leur goût. Nul n'a de monopole en la matière, et nul n'a vraiment de leçons à donner aux Libanais sur le contenu qu'ils entendent donner à leur appartenance arabe. L'arabité est en effet un référentiel d'abord culturel et accessoirement politique, un référentiel qui devient rapidement éphémère dès qu'on tente de lui donner un contenu politique contraignant, comme l'alignement sur la position d'un tel ou l'adoption inconditionnelle des thèses de tel autre. Il me semble au contraire que la relation du Liban à l'arabisme a été plus saine parce que politiquement plus innocente : A aucun moment, ce pays, qui sut pourtant défendre de multiples causes arabes et qui fit à la langue arabe l'honneur de la préserver dans les périodes noires où elle était en déclin, ne s'est érigé, comme tant d'autres, en donneur de leçons en arabisme. Ce rapport intérieur, sain et innocent à l'arabité, le Liban doit, plutôt que de le répudier dans un geste compréhensible de désespoir, à nouveau en donner l'exemple tant l'arabisme des régimes a été nocif pour l'arabité des peuples jusqu'à menacer cette dernière dans ses fondations mêmes.

Peu de pays arabes, comme le Liban, peuvent, à l'heure où le déclin des courants religieux est presque partout constaté, contribuer à remplir le vide idéologique que les vagues successives de nationalisme obtus, de marxisme mal digéré et d'islamisme militant ont laissé sur leur passage. Et ce vide béant appelle une révision du lien arabe hors d'institutions communes dorénavant sans vie et de clichés politiques désormais sans écho. Car de tous les véhicules de la modernité, l'idée arabe aura été l'une des plus

prometteuses et, à la fois, des plus souvent trahies. Pour l'avoir trahie bien moins que d'autres et pour avoir si longtemps souffert du contenu offensif sinon primaire que d'autres ont cherché à lui imprimer, le Liban est appelé à contribuer activement à la renaissance de cette idée, une des tâches les plus nobles qui l'attendent.

- Si les souverainistes vieux jeu n'ont plus cours et si les arabistes d'hier ne font plus recette, il n'en reste pas moins vrai que la souveraineté du Liban est fortement contrainte par une relation bilatérale avec Damas pour le moins problématique. Dans le choix des dirigeants autant que dans la fixation des politiques, l'influence de la Syrie ne fait guère de doute pour tous et est source de mécontentement pour beaucoup. Les pratiques d'ingérence sont devenues coutume et ont même acquis une certaine normalité, qui pour être durable, n'en est pas moins parfois perçue comme étouffante. Le souci de promotion personnelle de politiciens peu regardants ainsi que les rivalités confessionnelles, déclarées ou non, aggravent une sorte de dépendance en confortant la Syrie dans son rôle d'arbitre obligé.

La perspective de la fin de l'occupation par Israël d'une partie du territoire repose la question de la relation syro-libanaise dans un cadre nouveau. Certains qui avaient à tort pris l'habitude d'amalgamer les présences non libanaises dans un même rejet, devront revoir leur copie. D'autres qui, au nom de la lutte pour la libération du Liban Sud, accusaient, encore plus à tort, de déficit patriotique ceux qui osaient se plaindre de l'état des relations avec Damas, doivent trouver d'autres bases à leurs imprécations. Le retrait israélien aura, en sus de la libération du Sud occupé, pour effet inévitable de poser la question du rapport syro-libanais en lui-même et pour lui-même.

C'est peu dire que ce rapport mérite non seulement réflexion mais aussi révision. Or cette révision peut et doit se faire dans un minimum de sérénité et sans une grande dose d'hostilité. Cette relation ne doit pas être nécessairement posée comme une équation à somme nulle, c'est-à-dire comme une augmentation de souveraineté libanaise qui compenserait une réduction concomitante de l'influence syrienne. On dit parfois que « le Liban est l'avenir de la Syrie », phrase qu'il faut entendre comme une promesse et non comme une menace, car l'objectif réaliste devrait être de transformer cette relation devenue siamoise en un échange à double sens plutôt qu'une relation à sens unique. Il est en effet urgent que les Libanais assument et que les Syriens acceptent une contribution substantielle, sinon strictement identique, du Liban à la définition du contenu même de cette relation.

L'attention légitime, mais particulariste, pour le Liban Sud et pour le rapport tendu avec Damas a pu voiler une réalité plus large, celle d'un conflit israélo-arabe dont on continue de parler mais qui n'existe plus en l'état depuis des décennies même s'il a manqué de voix courageuses pour le constater.

1. La guerre inter-étatique est devenue obsolète depuis 1973 : Israël n'a plus intérêt à la mener , les Etats arabes n'en ont plus les moyens à l'heure de la suprématie aérienne et ballistique d'Israël et de son exclusivité nucléaire et spatiale. De 1948 à 1973, soit en l'espace de 25 ans, quatre guerres de ce genre ont eu lieu, mais aucune depuis 1973 soit pendant les 27 ans passés. Et ce n'est pas un simple hasard : une multitude de facteurs interdisent en fait la guerre entre Israël et les pays arabes : l'auto-neutralisation de l'Egypte dès 1977, le renforcement et la sophistication de l'arsenal israélien, l'exclusion de l'URSS des affaires de notre région qui, contrairement à ce qui est souvent dit, a précédé d'au moins 15 ans l'implosion de l'URSS, sans compter, la dépolitisation systématique du facteur pétrolier au lendemain de la guerre de 1973 ou l'émergence d'un monde largement unipolaire où la puissance dominante place la sécurité d'Israël très haut dans ses priorités régionales.
2. La seule forme de violence qui a subsisté et qui a eu plus d'effet est la violence infra étatique : celle chaotique, mal ciblée et parfois contre-productive des Palestiniens depuis des bases hors de Palestine , celle autrement plus efficace du soulèvement palestinien de 1987 à 1993 et enfin celle de la résistance libanaise depuis 1982. Contre cette violence infra étatique l'arsenal israélien s'est trouvé impuissant. Seuls les accords peu reluisants d'Oslo ont pu mettre un terme trop précoce à l'intifada et seul un retrait total du Liban-Sud pourrait arrêter la résistance libanaise. Le conflit perdure dans les mentalités mais il est seulement ponctuellement et épisodiquement répercuté dans les faits. Et les faits, avouons-le, ne reproduisent guère l'image d'une confrontation binaire entre Israël et le monde arabe, mais de données autrement complexes où l'on retrouve la paix de certains avec l'ennemi d'hier, l'apaisement d'autres voire le désengagement total d'autres encore, alors que des acteurs plus lointains et notamment l'Iran se sont insérés dans un conflit qui, à défaut de produire encore du sens, continue de sécréter de l'influence. Une conflictualité diffuse persiste, mais elle ne définit plus que très partiellement les politiques des Etats et les alignements régionaux, comme les deux guerres

du Golfe ou les alliances profondes quoiqu'inavouées des régimes pour combattre le militantisme religieux en donnent la preuve.

3. Les alliances entre régimes tant contre l'extrémisme religieux que contre l'expansionnisme territorial autant que la prise en compte de la fin de la bipolarité se sont conjuguées pour lancer, sous la houlette américaine un processus de paix. En neuf ans depuis Madrid, ce processus a souvent trébuché mais il n'a pas cessé de vivre, tant il est vrai que, pour ceux qui l'ont lancé, la survie du processus paraît aussi importante que le produit final qui est censé le couronner. Un processus suppose en effet que ceux qui s'y engagent acceptent implicitement des limitations à leur marge d'action, ce qui éloigne davantage la perspective de la guerre interétatique mais qui a souvent permis de transformer le Liban en un *no man's land* ou, plus exactement, en un *too many people's land* où les uns et les autres se permettaient des comportements étrangers au processus en cours, comportements qui reflétaient une espèce d'impatience à le voir aboutir. Il me semble que cette fonction de théâtre de poche pendant que la salle principale était fermée, fonction que le Liban a été amené à assumer à son corps défendant, est aujourd'hui sur le point de se terminer, du moins dans les formes qu'elle prit ces trente dernières années, même si un accord de paix en bonne et due forme n'est pas signé.
4. Force est de constater que ce processus s'est largement détourné de la belle architecture qui fut la sienne au moment de son lancement à Madrid à l'automne 1991. Les négociations multilatérales se sont rapidement essouffées et ont été vaguement remplacées par des sommets de *businessmen* en mal de contrats autant que par des gestes unilatéraux de normalisation plus ou moins honteuse avec l'Etat hébreu. Les négociations bilatérales n'ont abouti qu'avec la Jordanie, mais sans les dividendes escomptés. Avec les Palestiniens, les négociations suivent des routes tortueuses qui les font passer une fois par une villa dans les faubourgs d'Oslo, une autre par un hôtel à Charm el Cheikh, et plus récemment par une base militaire américaine, loin des principes posés dans la capitale espagnole il y a bientôt dix ans. Avec la Syrie, il s'agit d'une espèce de film à rechutes et interruptions, dont on vient d'assister, sur les bords du Léman, à un épisode malheureux, non à une clôture finale. Avec le Liban, les négociations n'ont jamais vraiment commencé. C'est dire que si les parties arabes ont raison de s'accrocher aux promesses de Madrid, elles peinent à les faire admettre par les autres. C'est constater aussi qu'il en va des paix comme des guerres : on sait comment elles commencent, on ne devine jamais clairement à quoi elles aboutissent. Qu'il y ait là une troublante

incertitude est évident, que cette incertitude inspire une vigilance sans relâche ne devrait pas l'être moins.

5. Aux Libanais, est posée une question plus imminente : Pourquoi donc cette crainte récente de voir l'adversaire accepter ce que tu l'as toujours poussé à accepter ? Nous avons exigé pendant 22 ans l'application de la Résolution 425 et, au moment où elle s'impose comme sortie de crise, nous nous mettons à en douter nous mêmes. Le gouvernement Barak teste, et le monde observe, la sincérité de notre attachement à cette résolution qui fut jusqu'ici notre seul cheval de bataille dans l'arène diplomatique. Ces doutes, ces réserves indiquent en réalité que certains n'avaient cessé de souhaiter l'application de la 425 tout en n'y croyant guère. Et pourtant, même ceux qu'obsède la coordination syro-libanaise dans la quête de la paix doivent reconnaître que l'application même tardive de la 425 ne remet pas en cause leur dogme, car elle ne sépare pas ce qu'ils veulent garder uni, mais elle imprime dorénavant un net clivage entre la sécurité et la paix, rendant plus envisageable la première tout en remettant à plus tard l'avènement de la seconde. A défaut de saisir cette nouvelle donne, le Liban pourrait non seulement rater une occasion unique de voir ses efforts couronnés de succès mais aussi se couvrir de ridicule. L'admission par Israël de cette résolution pourrait de surcroît bénéficier à d'autres parties arabes en panne de paix et qui jusqu'ici peinaient à faire admettre par Israël les résolutions du Conseil de sécurité qui les concernent. Ces pays pourraient considérer l'adhésion même tardive d'Israël à la 425 comme un précédent utile à leur propre lutte pour récupérer leurs territoires.
6. Cela dit, on peut comprendre les appels à la prudence qui s'élèvent à la veille de ce moment crucial. Le Liban a raison de poser la question de savoir pourquoi « sa » résolution revient à l'ordre du jour et pourquoi précisément aujourd'hui et pourquoi l'Onu hier honnie est aujourd'hui sollicitée. Il a aussi raison de tenter de garder à cette résolution sa signification originelle non une simple fonction conjoncturelle ; de vouloir s'assurer que le retrait prévu sera complet c.a.d. aux frontières internationalement reconnues non à des lignes arbitrairement fixées par Israël ; de chercher à ce que l'application de la résolution le prémunisse contre de nouvelles attaques israéliennes ; d'utiliser cette occasion pour rappeler au monde le problème toujours pesant des réfugiés palestiniens sur son territoire ; ou de chercher une compensation financière pour les destructions répétées dont il a été victime le long de ces années. Mais si cette prudence est bienvenue, elle ne doit pas pour autant pouvoir être interprétée par nos partenaires comme une rupture avec une tradition diplomatique qui a réussi, face au rejet israélien et au scepticisme des grandes puissances, à préserver cette

résolution pour précisément pouvoir la revendiquer quand la situation, non porteuse de véritables accords de paix, autorise d'espérer une libération du territoire national et une fin de l'occupation. Et si la réserve est légitime, elle ne doit pas glisser jusqu'à mettre des conditions préalables à son application, ce qui nous embarrasserait beaucoup si ces conditions n'étaient pas remplies et pourrait pousser Israël à mettre des conditions de son côté, en contradiction évidente avec l'esprit et la lettre d'une résolution qui parle explicitement d'un « retrait inconditionnel » de l'armée israélienne. La prudence, en un mot, est légitime tant qu'elle ne va pas jusqu'à une remise en cause de notre attachement à cette résolution et de notre impatience, qui n'a guère été entamée pendant 22 ans d'attente, de la voir enfin appliquée.

### 3

Pour aborder ces temps nouveaux, le pays ne peut plus éviter la redéfinition de sa fonction régionale. Il pourrait encore moins renvoyer à plus tard les réformes intérieures nécessaires à son repositionnement régional. Un élan est urgent qui pourrait se décliner autour de quatre vecteurs : une économie de nouveau créative, une démocratie vraiment participative, une diplomatie qui ose redevenir imaginative, une culture à nouveau soucieuse de substance.

#### 1. une économie de nouveau créative

Les Libanais expriment souvent la crainte que la paix permette à Israël de leur dérober leur rôle économique régional. Ses exportations d'agrumes supplanteraient les nôtres sur les marchés d'Amman ou de Riyadh et ses plages accueilleraient les touristes qu'il saura nous arracher. Ces propos naïfs jusqu'à en être ridicules sont trop souvent répétés pour qu'il soit inutile de rappeler qu'Israël est entré de plein pied dans la nouvelle économie et que l'essentiel de ses 16 milliards d'exportations (5 pour l'Egypte) sont faits en *high tech* civil et militaire. Quant à nous, et bien avant qu'une éventuelle paix ne soit signée, reconnaissons que nous avons déjà beaucoup de mal à exporter et à attirer touristes et investisseurs. Craindre la paix c'est oublier à tort la lourde facture économique déjà consentie au conflit. Craindre la paix, c'est avoir peur des défis inconnus qu'elle pose.

Si paix il y a, ses dividendes ne seront pas du genre de ceux de Camp David. Les pays tiers entendent que la paix crée un climat aux affaires mais non plus une excuse pour l'aide. La paix est descendue de son piédestal moral pour être fonctionnelle, comme d'abord une exigence de prospérité à l'âge où les conflits

sont désormais perçus une réticence à accéder au monde tel qu'il est. La paix ne trouvera donc pas beaucoup de donateurs généreux pour la financer en félicitant ceux qui la signent. Les exemples récents de la Bosnie, du Kosovo et avant du Cambodge ou de la Corne africaine indiquent bien que les paix ne sont plus des systèmes d'assurance-vie pour les ex-belligérants. Le Liban est d'ailleurs le meilleur exemple, lui qui a dû engager sa reconstruction en s'endettant tant l'aide qui lui fut avancée a été parcimonieuse ; la Jordanie est un autre qui apprit à ses dépens qu'un accord de paix n'est pas nécessairement un visa pour la prospérité. On ne verra donc pas les milliards transférés depuis près d'un quart de siècle aux signataires des Accords israélo-égyptiens, d'abord parce que les accords de paix, à force de se répéter de par le monde, deviennent presque banals et aussi parce que les rentes financières liées à la guerre froide et à la rivalité des grandes puissances n'ont plus cours à l'âge de l'unipolarité.

Si, économiquement, la paix est une vraie menace, ce n'est pas pour les pauvres agrumes qui seraient concurrencés ou pour les touristes qui seraient détournés mais parce qu'elle nous priverait d'un prétexte facile pour justifier nos multiples retards, des retards qui pourraient nous rejeter vers le mauvais côté de l'espèce d'apartheid économique planétaire suscité par la mondialisation. Si nous ne réagissons pas à temps, nous risquons de voir l'aide accaparée par plus puissant que nous et les investissements détournés par mieux préparés que nous. Que faire ? une lutte contre la corruption qui soit inspirée non par l'acharnement politique contre les sortants mais par le souci de rendre nos transactions futures limpides et notre économie au diapason du monde. Il serait par ailleurs archaïque de vouloir refonder sur l'industrie et l'agriculture nos recettes. J'entends dire ces derniers temps que le Liban devrait avoir honte que son économie soit si largement fondée sur les services. Eh bien ce n'est pas là un sujet de consternation mais de fierté si l'on voit la part ascendante des services dans l'économie des pays les plus développés. Mais on n'a pas de matières premières dit-on. Le Japon en a-t-il ou la Corée ou Taïwan ? et qu'ont fait de leurs fabuleuses recettes pétrolières la Libye ou l'Arabie ?

Notre attention doit se porter aussi sur un énorme marché régional du travail qui est en cours de décomposition. Le Liban -ainsi que d'autres pays exportateurs de main d'oeuvre qualifiée- a tiré un énorme profit de l'expatriation qui a été à l'origine d'une part importante de son PNB et qui a permis à des dizaines de milliers de ménages de survivre pendant les années de guerre. Or l'élévation du niveau d'éducation dans les pays pétroliers tout autant que la nationalisation en cours de leur marché de travail ferment des portes jusqu'ici précieuses. Faut-il faire son deuil de l'expatriation ou plutôt

penser à une grande réforme de l'éducation pour la rendre de nouveau compétitive ? Faut-il se contenter de constater le déclin de l'émigration de masse vers l'Afrique ou l'es Amériques ou tenter de traduire les liens largement folkloriques avec la diaspora en termes d'investissements dans le pays d'origine ? Economiquement , oui, la paix est une menace si l'attente passive de son avènement incertain et probablement différé, détournait les Libanais d'une tâche aussi ardue qu'urgente, celle de l'insertion de leur pays dans la compétition ouverte pour investir les nouveaux réseaux de la régionalisation et de la mondialisation.

## 2. une démocratie vraiment participative

La perspective de paix et sa réalisation partielle ouvrent aussi le dossier de l'Etat. Nous vivons dans une phase où les Etats acceptent d'assumer leur retraite organisée face à des sociétés civiles qui élargissent tous les jours leur place dans l'économie par les privatisations, dans la politique par la démocratisation, dans la culture par l'innovation, dans la culture par l'affirmation des pluralismes. Or, là aussi, plutôt que de se féliciter du triomphe de valeurs publiques dont le Liban n'a jamais cessé d'être l'avocat, même s'il n'en fut pas toujours le plus scrupuleux des adeptes, on entend maintenant des réserves, des doutes et on perçoit même parfois comme une espèce de honte à avoir eu raison trop tôt. Au moment où les sociétés de la région peinent à desserrer les innombrables carcans dans lesquels les appareils d'Etat les avaient enserrées, il serait risible que nous soyons les chantres attardés de l'étatisation tous azimuts. Les Libanais donnent parfois l'impression qu'ils vont en pèlerinage alors que les pèlerins en reviennent, comme dit le dicton, qu'ils rêvent d'intégration sociétale alors que le pluralisme est devenu légitime, qu'ils ont soif d'un Etat tout puissant alors que ce dernier perd son droit de cité, qu'ils doutent des vertus de la démocratie au moment même où, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ce régime est devenu majoritaire sur notre planète.

Ce que le Liban a apporté et peut encore le faire c'est un découplage déterminé de la modernité et de l'autorité. Car la modernité d'Orient aura été largement autoritaire comme si les pouvoirs la monopolisaient et l'insufflaient par la force à des sociétés attachées à leurs traditions, récalcitrantes à mettre un pied dans le siècle. Le modèle dominant de ce dernier demi-siècle d'Etats idéologiquement nationalistes, philosophiquement modernistes, économiquement interventionnistes, socialement assimilationnistes, diplomatiquement neutralistes et politiquement autoritaires, ce modèle qui a été la règle non seulement dans le monde arabe mais aussi dans l'ensemble du tiers-monde, est aujourd'hui lui-même dans une crise profonde dont il peine à

sortir. Or c'est à ce schéma commun, entretenu plutôt que subi par les pouvoirs en place, que le Liban avait donné la réplique, celle d'une société qui osait être en avance sur son Etat sur la voie de la modernité. Et pendant que leur classe politique se morfondait dans l'entretien soigneux des archaïsmes, les Libanais se distinguaient par leur refus d'être dépendants de leur Etat pour leur éducation, leur carrière, leur prospérité, leurs mentalités, leurs valeurs publiques et privées.

Cette autonomie de la société face à l'Etat, loin de l'accuser de tous les maux qui ont frappé ce pays, il faut la revendiquer à présent et la revivifier. Certes un Etat moins impotent aurait pu mieux percevoir les signes précurseurs de la guerre, aurait tenté d'y remédier, aurait mieux assis sa souveraineté. Mais c'est le principe même de l'autonomie et sa constante pratique dans tous les domaines qui permit aussi aux Libanais, quand leur Etat s'est effondré, de lui survivre. L'Etat leur avait peu donné et ils étaient ainsi tout équipés pour vivre sans lui, ou presque.

Au moment où cet Etat renaît péniblement de ses cendres, il serait dangereux de croire que de lui seul dépend dorénavant le salut et que la société après des décennies, voire des siècles, d'une étonnante vitalité, devrait lui confier son sort. Le monde entier en est venu là où les Libanais étaient depuis des lustres à comprendre que l'Etat était un régulateur non un entrepreneur, un facilitateur de l'investissement productif non un dirigeant d'entreprise, un arbitre entre générations non un gardien des intérêts acquis, un redistributeur au profit des plus démunis et non un créateur de richesse, un garant de la qualité de l'enseignement non un éducateur exclusiviste et jaloux. Il serait paradoxal qu'après avoir pendant si longtemps donné l'exemple de la survie des sociétés en dehors de l'Etat, voire contre lui, que nous nous mettions, alors que le monde se rapproche de notre modèle, à rêver d'un Etat tout puissant, paternaliste et protecteur.

C'est là que réside la base d'une démocratie à nouveau participative, au-delà de coquilles institutionnelles aussi nombreuses que rivales qui sont censées en être le réceptacle. Ce renouvellement ne saurait aller sans celui, parallèle, de la classe politique. Nous avons une classe politique évidemment pléthorique, passablement désuète et largement au chômage. Notre objectif ne saurait être de trouver du travail aux politiciens simplement parce qu'ils ne savent pas exercer un autre métier. La politique a atteint un niveau tel que ceux qui ne vivent que pour elle font pitié et ceux qui vivent d'elle devraient avoir honte.

Ce renouvellement doit aussi, à terme et graduellement, revisiter les institutions telles que définies par des textes vieux d'une décennie, les accords

de Taëf, arbitrairement appliqués et constamment trahis. Il y a, me semble-t-il, au moins quatre manières d'aborder ces accords :

- en les refusant tout à fait et en les considérant comme nuls et nonavenus, une position politiquement irréaliste et potentiellement source de conflit
- en en faisant une application sélective, source de frustrations, de déséquilibres et donc d'une conflictualité latente
- en considérant qu'ils équivalent à un texte religieux, une attitude dogmatique qui ignore ce qui avait été leur objectif premier à savoir celui d'arrêter une guerre civile, non de construire un Etat idéal
- en considérant qu'ils ont servi l'objectif pour le quel ils avaient été signés et qu'il faut maintenant trouver autre chose, une position précoce et trop ambitieuse à l'heure actuelle.

Si ces positions paraissent insatisfaisantes ou dangereuses c'est parce qu'elles sont toutes tranchées. Ne pourrait-on pas imaginer une approche plus combinatoire qui replace ces Accords dans leur utilité historique, en les acceptant sans les sacraliser, en appelant à l'application de leurs parties gelées tout en lançant un programme de révision de leurs parties désuètes ? La perspective de retrait israélien pose aussi la question de la démilitarisation inachevée des groupes armés et ouvre la porte à un renversement de la logique d'exclusion de ces dix dernières années vers une logique nationale d'inclusion dans un vrai geste de réconciliation. Dix ans après leur adoption, les Accords de Taïf paraissent comme une copie à améliorer plutôt qu'une oeuvre achevée, une référence nécessaire plutôt qu'un texte sacré.

### 3. une diplomatie de nouveau imaginative

Les choses sont ainsi faites que nous vivons dans une région dont les attraits dépassent sans doute notre capacité à les gérer. La région est en effet riche en ressources :

- Des ressources symboliques liées à l'émergence de trois religions universelles.
- Des ressources énergétiques liées à la présence dans son sous sol de richesses d'une importance vitale pour l'économie mondiale
- Des ressources topographiques en ce que cette région est le point de rencontre de trois continents et un lieu de passage qui, de tous temps, a conservé un attrait puissant pour les assoiffés de conquêtes autant que pour les acteurs d'échanges.

Cela en fait une région particulière qui n'a jamais pu évoluer en vase clos et qui n'a jamais pu bénéficier de la sérénité des îles lointaines ou des périphéries oubliables. Nous sommes, comme malgré nous, au coeur d'une combinatoire

symbolique, énergétique et transactionnelle qui obère nos mouvements et ne nous a jamais autorisé à vivre en solitaires.

D'être ainsi situés est un atout certain pour qui sait en tirer les avantages : gardiens des temples, gardiens des pétroles, gardiens des voies de passage, trois missions que la région voudrait bien assumer. Mais d'être trop bien situés sur la mappemonde, d'atout devient une véritable malchance pour qui n'a pas ou n'a plus les moyens d'en tirer profit. D'acteur courtisé, il devient un appât convoité, de gardien de ressources il en devient le témoin impuissant sinon le prédateur à surveiller en permanence et à punir parfois.

A l'heure de la globalisation accélérée, le Liban paraît parfois devoir être, là aussi, puni pour avoir eu raison trop tôt. Un regard rapide sur les registres de cette université, de même que celle que les Américains ont fondé à l'autre bout de la ville, rappellerait l'attrait que ces deux pôles d'enseignement exerçaient sur des jeunes gens venus d'aussi loin que le Maroc, le Népal ou même l'Indonésie. Heureux temps où nous faisons dans la mondialisation sans même nous en rendre compte, comme si la navigation aisée sur les vagues du monde était un appendice naturel de notre personnalité collective. Rien ne semblait arrêter cette heureuse emphase avec le siècle ni l'archaïsme de notre classe politique, ni notre une arabité alors non problématique, ni l'agitation politique endémique qui paralysait nos voisins. Notre diplomatie était alors le reflet de ce mélange du bonheur d'exister et du plaisir d'échanger, échanges d'idées, d'émotions et de choses. Au moment où de nouvelles opportunités s'ouvrent, il est utile de se remémorer ces précédents et de les adapter à un monde qui change.

#### 4. une culture à nouveau soucieuse de substance

Pour exister politiquement au moment où ce que Manuel Castells a appelé « la révolution informationnelle » se déroule sous nos yeux, avec des effets et surtout un rythme de loin supérieurs à ceux de la révolution industrielle d'il y a deux siècles, le Liban doit reconnaître que la culture est dorénavant une ressource stratégique de première importance. Il doit le faire d'autant qu'il souffre d'une sérieuse provincialisation. A voir la prolifération de boutiques qui se font passer pour des lieux d'enseignement supérieur, à voir la compétence souvent exclue comme critère de recrutement, à constater comment les universités tendent à devenir des usines à diplômes plutôt que des écoles de civisme, on peut avoir des craintes pour l'avenir de l'éducation. A examiner les projets de ceux qui dirigent nos media on comprend mieux pourquoi le voyageur fréquent dans le monde arabe entend plus souvent vanter le *sex appeal* de nos présentatrices de télé que les idées de nos intellectuels ou les opinions de nos politiques. Nos media écrits souffrent d'introversión, nos

media visuels d'une obsession avec le charme, nos instituts d'enseignement pâtissent de leur pléthore et de leur marchandisation et notre culture perd en prégnance ce qu'elle gagne en notoriété, perd en profondeur ce qu'elle croit arracher en visibilité. Dans la pléthore comme cancéreuse des instruments de formation et d'information que connaît le Liban, la perpétuation de l'instrument devient plus importante que le message qu'il transmet. Et cela devrait nous donner à réfléchir, non seulement parce que le Liban, en matière de culture, a largement donné la preuve qu'il pouvait bien mieux faire mais aussi et surtout parce que c'est maintenant, au moment où la culture devient, peut-être plus que l'économie traditionnelle, les moyens militaires ou les constructions juridiques, le fondement même de l'existence politique, que ce pays pétri de culture doit s'attacher à sa ressource première pour exister, pour résister, pour prospérer.

C'est là, je le sais, le thème de votre prochain débat dans cette série et je laisserai à celui qui l'animera le soin de le traiter plus en détail, l'heure étant venue pour moi de vous rendre la parole.